



HAL
open science

Étude empirique sur les freins à l'inclusion financière des femmes au Maroc

Bouchra Benyacoub

► **To cite this version:**

Bouchra Benyacoub. Étude empirique sur les freins à l'inclusion financière des femmes au Maroc. *International Journal of Accounting, Finance, Auditing, Management and Economics*, 2021, 2 (4), pp.323-336. 10.5281/zenodo.5138508 . hal-03306210

HAL Id: hal-03306210

<https://hal.science/hal-03306210>

Submitted on 29 Jul 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Étude empirique sur les freins à l'inclusion financière des femmes au Maroc

Empirical study of barriers to women's financial inclusion in Morocco

Bouchra Benyacoub, (Professeure habilité)

Laboratoire Interdisciplinaire de recherche en Economie, Finance et management des organisations (LIREFIMO)

*Faculté des Sciences Juridiques Economiques et Sociales de Fès
Université Sidi Mohamed Ben Abdellah, Fès, Maroc*

Adresse de correspondance :	Faculté des sciences juridiques économiques et sociales Dhar El Mehraz B.P 42 Atlas Université Sidi Mohamed Ben Abdellah Fès, Code postal 30000 bouchra.benyacoub@usmba.ac.ma
Déclaration de divulgation :	L'auteur n'a pas connaissance de quelconque financement qui pourrait affecter l'objectivité de cette étude.
Conflit d'intérêts :	L'auteurs ne signale aucun conflit d'intérêts.
Citer cet article	Benyacoub, B. (2021). Étude empirique sur les freins à l'inclusion financière des femmes au Maroc. International Journal of Accounting, Finance, Auditing, Management and Economics, 2(4), 323-336. https://doi.org/10.5281/zenodo.5138384
Licence	Cet article est publié en open Access sous licence CC BY-NC-ND

DOI: 10.5281/zenodo.5138384
Received: June 29, 2021

Published online: July 26, 2021

Étude empirique sur les freins à l'inclusion financière des femmes au Maroc

Résumé

L'inclusion financière est l'ensemble des dispositifs mis en place pour permettre aux particuliers et aux entreprises, qui sont exclus du circuit bancaire classique, d'accéder et d'utiliser des produits et services financiers adaptés à leurs besoins. L'inclusion financière permet aux populations pauvres de financer leurs activités, d'épargner et de subvenir aux besoins de leur famille.

Plusieurs études Cull et al. (2014) ont prouvé l'impact significatif de l'accès et de l'utilisation des services financiers sur la vie des particuliers et des entreprises ce qui va entraîner par la suite à la croissance de l'épargne, l'augmentation de l'investissement productif, de la consommation, la réduction de la pauvreté et de l'autonomisation des femmes.

Les personnes pauvres et vulnérables, en particulier les femmes sont les plus exclues et font face à de grandes difficultés pour accéder aux services financiers formels. L'écart entre les hommes et les femmes est plus important au Maroc. Selon BAM, (2019), seulement 34% des femmes marocaines ont accès à un compte bancaire contre 66% des hommes. L'inclusion financière est donc une opportunité et une nécessité, mais se trouve néanmoins freinée par un certain nombre d'obstacles.

L'objectif de cette étude est d'étaler et d'analyser les entraves à l'inclusion financière des femmes à travers une étude quantitative en utilisant le logiciel SPSS. Cette étude a montré que parmi les principaux obstacles à l'inclusion financière des femmes : leur ignorance des services financiers, les facteurs culturels ou religieux, manque de provisions ou aversion aux crédits. Pour renforcer l'inclusion financière des femmes, il faut améliorer la qualité des services financiers afin qu'ils correspondent aux besoins de toutes les classes sociales et particulièrement des femmes, la vulgarisation de services et des produits financiers destinés aux femmes, l'éducation financière, qui constitue un des piliers de l'inclusion financière, ce qui permet aux femmes de connaître les produits et services financiers et les aide à prendre des décisions financières avec moindres risques et enfin l'utilisation du Mobile Banking qui est considéré comme un accélérateur de l'accès et de l'utilisation des services financiers, qui consiste en des transactions bancaires effectuées depuis un téléphone mobile qui permet de palier à la faible pénétration des services financiers formels et lever les barrières imposées par les circuits classiques qui pénalisent une large clientèle en particulier les femmes.

Mots clés : Inclusion Financière, Education Financière, Accès Au Financement

Classification JEL : G51

Type de l'article : Recherche appliquée

Abstract

Financial inclusion is the set of mechanisms put in place to enable individuals and businesses, which are excluded from the traditional banking circuit, to access and use financial products and services adapted to their needs. Financial inclusion enables poor people to finance their activities, save and provide for their families.

Several studies have demonstrated significant impact that access to and use of financial services has on the lives of individuals and businesses, which in turn leads to increased savings, productive investment, consumption, poverty reduction and women's empowerment.

Poor and vulnerable people, especially women, are the most excluded and face great difficulties in accessing formal financial services. The gender gap is wider in Morocco than in similar countries: only 34% of women have access to a bank account compared to 66% of men. Financial inclusion is therefore both an opportunity and a necessity, but is nevertheless hindered by a number of obstacles.

The objective of this study is to map out and analyze the barriers to women's financial inclusion through a quantitative study using SPSS software. The study found that the main barriers to women's financial inclusion include their lack of knowledge of financial services, cultural or religious factors, and lack of provisions or aversion to credit. In order to strengthen women's financial inclusion, it is necessary to develop financial services that meet the needs of all social categories and particularly women, the popularization of financial services and products for women, and financial education, which is one of the pillars of financial inclusion. Finally, the use of mobile banking, which is considered a gas pedal of access to and use of financial services, consists of banking transactions carried out from a cell phone, which makes it possible to compensate for the low penetration of formal financial services and to remove the barriers imposed by traditional channels that penalize a large clientele, particularly women.

Keywords: Financial Inclusion, Financial Education, Access to Finance

JEL Classification: G51

Paper type: Empirical research

1. Introduction :

L'inclusion financière est devenue une priorité majeure pour un nombre croissant de pays et ne cesse de gagner en importance. De nombreux pays considèrent l'inclusion financière comme un enjeu économique et social majeur, car elle permet de lutter contre la pauvreté, l'exclusion et les disparités entre les sexes et favorise le bien-être économique et social des populations. Pourtant, dans la plupart des pays, nombreux sont ceux qui rencontrent des difficultés dans l'accès aux produits et services financiers appropriés sur le marché conventionnel ou dans l'utilisation de tels services. Selon la Banque Mondiale, (2014), 2,5 milliards de personnes, soit 38 % de la population adulte, n'utilisent aucun service financier « formel ». Cette exclusion culmine parmi les plus pauvres : dans cette catégorie sociale, plus d'un ménage sur deux n'a pas de compte en banque en raison des frais induits, de l'éloignement des agences ou des démarches administratives à effectuer. Dans les pays en développement, seulement 37% des femmes, contre 46% d'hommes, disposent d'un compte bancaire.

L'inclusion financière a pris beaucoup de l'importance de la part des institutions internationales, principalement, la Banque Mondiale, car elle fait partie des objectifs de développement durable, permet de réduire les disparités entre les sexes, de lutter contre l'exclusion et favoriser le bien-être économique et social des populations.

Au Maroc, les pouvoirs publics ont, depuis près d'une décennie, inscrit l'inclusion financière parmi leurs actions prioritaires de lutte contre les inégalités sociales et économiques. Plusieurs acteurs dont le Ministère de l'Économie et des Finances et Bank Al-Maghrib DEPF Etudes (2018) ont entrepris plusieurs actions qui permettent de réduire les facteurs d'exclusion financière, à travers des politiques ciblées au profit des individus et des entreprises.

En effet, depuis 2007, la promotion de l'Inclusion Financière est considérée parmi les orientations stratégiques de Bank Al-Maghrib afin de surmonter les obstacles liés à l'accès aux services financiers formels et de faire de l'Inclusion Financière un réel vecteur de développement socio-économique. L'objectif des politiques d'inclusion financière est de mettre à la disposition des différents segments de la population des services financiers formels adaptés aux besoins pour favoriser l'amélioration de leurs conditions de vie Gueneau, (2000). Dans cette perspective, la dimension qualité s'attèle à l'ensemble des aspects qui reflètent l'efficacité de l'offre et l'impact de son utilisation sur le bien-être de la population.

Avec un tiers de Marocains non encore bancarisés, l'inclusion financière est devenue une opportunité et une nécessité, mais se trouve néanmoins freinée par un certain nombre d'obstacles.

L'objectif de cet article est d'analyser et d'expliquer les freins à l'inclusion financière des femmes par le biais d'une étude empirique. À travers cette étude nous allons essayer de proposer des solutions permettant d'aider et de faciliter l'accès des femmes aux services et produits financiers.

Notre problématique s'articule donc autour de la question suivante : quelles sont les entraves à l'inclusion financière des femmes ? L'article est structuré en trois axes principaux. Dans un premier temps nous allons commencer par une revue de littérature empirique sur le concept d'inclusion financière ensuite formuler les hypothèses de notre étude. Dans un deuxième temps nous allons présenter la méthodologie de l'étude et ses résultats. Enfin nous allons analyser les résultats de l'étude et proposer des solutions pour améliorer l'inclusion financière des femmes.

2. Revue de littérature et développement des hypothèses

2.1 Concept de l'inclusion financière

Selon le rapport de Bank Al Maghrib (2017) l'inclusion financière est définie comme étant le processus qui permet aux particuliers et aux entreprises d'avoir un accès à moindre coût à des services financiers (épargne, paiement, crédit, transfert de fonds...) adaptés pour une utilisation efficace en toute transparence BAM (2019). Ce concept couvre ainsi trois dimensions principales : l'accès, l'usage et la qualité.

- L'accès : qui signifie la capacité à utiliser les services et produits financiers offerts par les institutions formelles ;

- L'usage : qui correspond à des conséquences négatives directes et indirectes découlant des difficultés rencontrées dans utilisation des services et produits financiers. Ces difficultés peuvent être dues à un manque de proximité cognitive (insuffisance des savoirs bancaires de base) ou culturelle (méfiance à l'égard des produits bancaires ou pratiques budgétaires difficilement compatibles avec leurs règles de fonctionnement), ou à une situation qui trouble la prise de décision. Mais elles peuvent également résulter de l'inadaptation des produits eux-mêmes à la situation de la personne (leurs caractéristiques se révèlent inappropriées).

- La qualité : qui correspond à la capacité du service ou produit financier à répondre aux besoins des consommateurs. Elle renvoie à l'expérience et aux opinions du consommateur à l'égard des produits et services actuellement à sa disposition.

Il est primordial de faire la distinction entre l'utilisation et l'accès aux services financiers. L'utilisation réelle est plus facile à observer empiriquement. Certaines personnes et entreprises peuvent avoir accès à certains produits financiers, mais choisir de ne pas les utiliser Coulomb (2019). Certains peuvent avoir un accès indirect, comme l'utilisation du compte bancaire de quelqu'un d'autre, ou utilisent déjà un proche substitut. D'autres peuvent ne pas utiliser les services financiers parce qu'ils n'en ont pas besoin ou pour des raisons culturelles ou religieuses.

L'inclusion financière permet aux individus et aux entreprises de profiter d'opportunités commerciales, d'investir dans l'éducation, d'épargner pour la retraite et de s'assurer contre les risques Demirgüç-Kunt et al, (2008). Elle permet également de réduire la pauvreté, d'atteindre une croissance inclusive et un développement économique durable Swamy, (2012). L'accès aux services financiers tels que l'épargne, le crédit, les transactions et l'assurance aide à construire des actifs et à réduire leur vulnérabilité en régularisant la consommation et en atténuant les risques Burritt, (2006).

2.2 Revue de littérature empirique sur l'inclusion financière

Plusieurs études montrent que l'accès aux produits et services financiers appropriés et leur utilisation permettent aux individus de jouir d'une meilleure qualité de vie et aux entreprises de mieux se développer FMI, (2019). Plus précisément, favoriser l'accès des ménages aux comptes de dépôt conduit à la croissance de l'épargne, de l'investissement productif, de la consommation la réduction de la pauvreté (Beck, Demirguc-Kunt and Levine, 2004 ; Honohan, 2004) et de l'autonomisation des femmes (AFI 2020).

La littérature économique a mis en évidence les entraves à l'inclusion financière à savoir :

Les disparités sociales en matière d'accès à la finance, Ziadi , (2013) souligne que dans les pays à revenu moyen, l'exclusion financière touche principalement les femmes, les personnes ayant de faibles revenus, les moins instruits et celles du milieu rural.

Les disparités entre les sexes dans le cadre de la propriété de compte, l'épargne formelle et le crédit formel. Être une femme augmenterait la probabilité d'être exclue financièrement Demirguc-Kunt et al., (2013)

L'inadaptation des services et produits financiers aux besoins des consommateurs pauvres Claessens, 2006, Kempson et al., 2000.

Les frais bancaires élevés constituent un obstacle à l'inclusion financière. En effet Terpstra et Verbeet (2014), démontrent que chez les personnes disposant de revenus inférieurs, il y a une relation négative entre le coût du service financier accordé au client et leur satisfaction.

Les garanties exigés par les banques répriment les ménages à faibles revenus ainsi que les petites et moyennes entreprises dans les pays de la Communauté des États de l'Afrique Centrale d'accéder au crédit Avom et Bobo (2014)

Les caractéristiques socioéconomiques des ménages l'âge, le sexe, l'éducation et le niveau de revenu semblent influencer l'inclusion financière au Pérou Clamara et al. (2014)

La distance de la banque par rapport au lieu de résidence du client, l'asymétrie de l'information et les coûts bancaires sont parmi les principaux obstacles à l'inclusion financière en Ethiopie Baza & Sambasiva (2017)

La faiblesse du niveau de revenu entraîne un accès faible aux comptes bancaires en Afrique subsaharienne Lwodi et Muriu (2017). D'après la Banque Mondiale (2009), le niveau de revenu d'un individu est un facteur important dans l'accès aux services financiers, plus la richesse des individus augmente plus ils empruntent Claessens, (2006).

Le manque d'éducation financière, l'absence de documents requis pour le prêt et le manque de confiance dans les banques locales sont parmi les facteurs d'exclusion du système bancaire formel Vikas et Bhawna (2017)

2.3 Hypothèses de l'étude

A la lumière de ces études, nous supposons que les différents facteurs identifiés par ces études constituent des obstacles à l'inclusion financière des femmes marocaines. Ces variables sont de deux types qualitatifs et quantitatifs. Nous pouvons formuler les trois hypothèses suivantes que nous allons chercher à vérifier à travers notre étude :

- H1 : Les femmes instruites ont plus accès au financement. En d'autres termes est-ce que le niveau d'éducation des femmes marocaines leur permet d'accéder aux services financiers ?

- H2 : Les femmes rencontrent des difficultés pour l'accès au financement. Au niveau des femmes qui n'ont pas de compte bancaire ou qui n'utilisent pas de services financiers quels sont les facteurs qui les empêchent d'en bénéficier ? Est-ce qu'il s'agit de facteurs économiques, culturels, géographiques ou sociaux ?

- H3 : La plupart des femmes interrogées nécessitent une éducation financière. La culture financière est-elle nécessaire pour influencer les décisions financières des femmes ?

3. Méthodologie de recherche

3.1 Méthodologie utilisée :

La démarche adoptée dans le cadre de cette étude est hypothético-déductive. Nous avons expliqué précédemment l'importance de l'inclusion financière en tant qu'outil de réduction de la pauvreté, de lutte contre les disparités entre les genres et ainsi que d'autonomisation des femmes. Nous avons eu recours ensuite à une revue de littérature des études empiriques expliquant les freins à l'accès aux services financiers aux femmes.

Dans notre travail de recherche, nous avons mené une étude quantitative et qualitative au moyen d'un questionnaire¹ s'adressant uniquement aux femmes, se composant de 17 questions qui portent sur leurs caractéristiques démographiques, socioéconomiques, professionnelles et financière. Ce questionnaire a été attribué via les réseaux sociaux et par

¹ Questionnaire élaboré en langue française et en langue arabe

mail. L'échantillon concerné est composé de 141 femmes appartenant à différentes régions du Maroc.

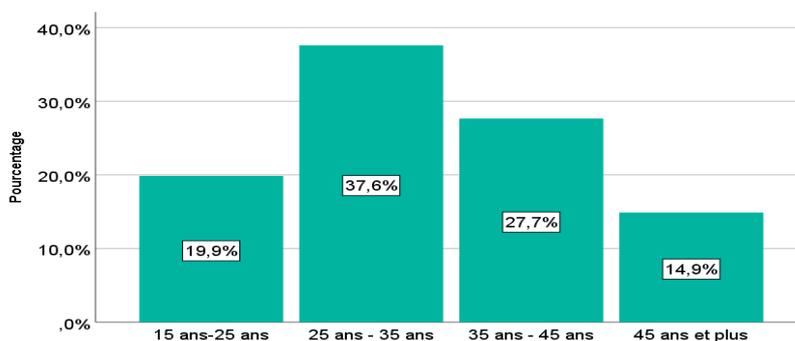
Les informations collectées ont subi des traitements statistiques à l'aide du logiciel SPSS.

3.2 Présentation des résultats

3.2.1 Caractéristiques démographiques :

Les résultats obtenus montrent que la classe d'âge dominante de nos participantes est de 25 - 35 ans. Il s'agit donc d'un échantillon plutôt jeune 37.6% des femmes sont âgées de 25-35 ans. 48,94% des répondants sont mariés et ont des enfants.

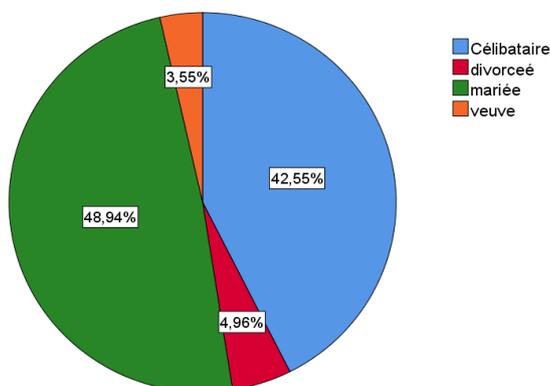
Figure 1 : L'âge



Source : élaboré par l'auteure

Il ressort de l'examen de la figure 2, que 48,94% des répondants sont mariés contre 42,55% des célibataires. Le reste est réparti entre 4,96% des divorcés et 3,55% des veuves.

Figure 2 : La situation matrimoniale



Source : élaboré par l'auteure

D'après ce tableau, nous remarquons que 49% des répondants ont au moins un enfant, alors que 51% de femmes n'ont pas d'enfants.

Tableau 1 : L'existence d'enfants

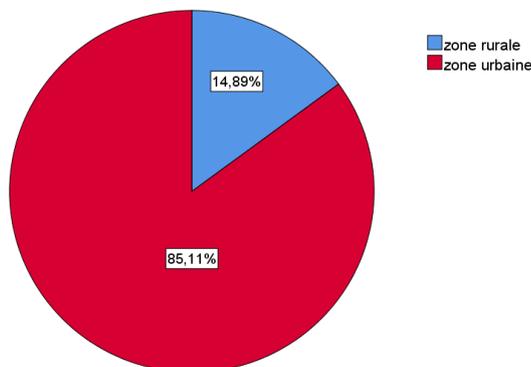
	Fréquence	Pourcentage
Non	72	51,1%
Oui	69	48,9%
Total	141	100,0%

Source : élaboré par l'auteure

3.2.2 Caractéristiques géographiques

Il ressort de cette figure qu'il y'a une prédominance des femmes issue de la zone urbaine avec 85,1% contre 14,9% de la zone rurale. Les femmes qui habitent en région rurale ont moins accès aux services financiers, car leurs emplacements sont plus couteux. La pénétration bancaire dans les régions urbaines est plus élevée que dans les régions rurales.

Figure 4 : Répartition des répondants selon le milieu de résidence



Source : élaboré par l'auteure

3.2.3 Caractéristiques socioéconomiques

A la lumière des résultats obtenus, on remarque que 80.9% des femmes ont un niveau d'étude universitaire, 65.8% des femmes travaillent dans différents domaines : la fonction publique, le secteur privé, profession libérale ou autre. 59% des femmes perçoivent un revenu supérieur à 3000dh.

Tableau 2 – Répartition des répondants selon le niveau d'étude

	Fréquence	Pourcentage
Aucun	1	0,7%
Primaire	4	2,8%
Professionnel	14	9,9%
Secondaire	8	5,7%
Universitaire	114	80,9%
Total	141	100,0%

Source : élaboré par l'auteure

Au niveau des résultats du tableau 3, il ressort que 36,9% des femmes enquêtées sont des fonctionnaires, 16,8% sont des employées, 4,7% sont des entrepreneures ou des professions libérales. On trouve aussi que 2,7% sont des partisantes, des commerçantes ou des agriculteurs. Par ailleurs, 8,1% sont femmes de foyers et 26,2% sont des étudiantes.

Tableau 3 : Répartition des répondants selon la catégorie professionnelle

		Pourcentage
Votre catégorie professionnelle ?	Fonctionnaire	36,9%
	Employée	16,8%
	Entrepreneure	4,7%
	Profession libérale	4,7%
	Artisan/commerçante/Agriculteur	2,7%
	Femme de foyer	8,1%
	Étudiante	26,2%
Total		100,0%

Source : élaboré par l'auteure

Les résultats du tableau 7 montrent que 41,1% des femmes enquêtées touchent un revenu mensuel moins de 3000 DH. 34,0% des enquêtés perçoivent plus de 7000 DH, alors que 24,8% touchent entre 3000 DH et 7000 DH.

Tableau 4 : Répartition des répondants selon le revenu mensuel

	Fréquence	Pourcentage
Revenu élevé (plus de 7000dh)	48	34,0%
Revenu faible (moins de 3000dh)	58	41,1%
Revenu moyen (entre 3000dh et 7000dh)	35	24,8%
Total	141	100,0%

Source : élaboré par l'auteure

3.2.4 Accès et usage des services financiers

D'après les résultats obtenus, 77.3% des femmes possèdent un compte bancaire, dans 57.4% il s'agit de compte chèque et 36.9% de compte épargne. 40% des femmes questionnées affirment avoir contracté un crédit contre 36.9% qui n'ont jamais pris de crédit. Les 3/5 de ces femmes ont une satisfaction moyenne des services proposés des institutions financières.

Tableau 5 : Répartition des répondants selon la possession d'un compte bancaire

	Fréquence	Pourcentage
Non	32	22,7%
Oui	109	77,3%
Total	141	100,0%

Source : élaboré par l'auteure

D'après ce tableau plus de 57,4% d'enquêtées, qui possèdent d'un compte bancaire, ont un compte chèque, 36,9% ont un compte d'épargne et 5,7 % ont un compte devise.

Tableau 6 : Répartition des répondants qui disposent d'un compte bancaire selon le type de compte

	Pourcentage
Compte chèque	57,4%
Compte épargne	36,9%
Compte devise	5,7%
Total	100,0%

Source : élaboré par l'auteure

Au vu des données figurant dans le tableau 7, on constate que 40,4% d'enquêtés ont déjà détenu un crédit bancaire contre 36,9% qui n'ont pas bénéficié d'un crédit bancaire.

Tableau 7 : Répartition des répondants selon la détention d'un crédit bancaire

	Fréquence	Pourcentage
Manquant	32	22,7
Non	52	36,9
Oui	57	40,4
Total	141	100,0

Source : élaboré par l'auteure

À l'issue de ce tableau 39,7 % des femmes affirment une satisfaction moyenne (3/5) des services proposés des institutions financières.

Tableau 8 : Le niveau de satisfaction des services proposés par les institutions financières

	Fréquence	Pourcentage
1	10	7,1%
2	11	7,8%
3	56	39,7%
4	21	14,9%
5	11	7,8%
Total	109	77,3%
Manquant	32	22,7%
Total	141	100,0%

Source : élaboré par l'auteure

Au niveau des femmes qui ne disposent pas de compte bancaire cette situation s'explique dans 50% des cas par le manque de provision ceci s'explique par la faiblesse du niveau de revenu. Cette exclusion financière de la population féminine s'explique également par des facteurs sociaux et culturels. Gloukoviezzoff., (2004) Les résultats des études effectuées au cours des dernières années montrent que les femmes salariées atteignent le même niveau d'inclusion financière que les hommes salariés, mais cet écart se creuse au niveau des travailleurs indépendants et devient très significatif pour les femmes sans emploi.

58% des femmes affirment ne pas avoir besoin de crédit bancaire ce qui confirme les résultats des études réalisées par Claessens, 2006, Kempson et al., 2000 sur l'inadaptation des services et produits financiers aux besoins des consommateurs pauvres.

Tableau 9 : Répartition des répondants qui ne disposent pas d'un compte bancaire

	Pourcentage
<i>Manque de confiance</i>	8,8%
<i>Manque de provision</i>	50,0%
<i>Procédures de banque</i>	17,6%
<i>Raisons religieuses</i>	23,5%
Total	100,0%

Source : élaboré par l'auteure

Ce tableau précise les raisons pour lesquelles les femmes ne demandent pas des crédits bancaires. Plus de la moitié des femmes expliquent qu'elles n'ont pas besoin de crédit alors que 17.5% montrent qu'elles n'ont pas de garanties et 15.5% dévoilent que les frais bancaires sont très élevés.

Tableau 10 : Répartition des répondants selon les raisons d'aversion d'un crédit bancaire

	Pourcentage
Je n'ai pas des garanties	17,5%
Je n'ai pas besoin à un crédit bancaire	58,8%
Les frais bancaires sont très élevés	15,5%
La banque est loin de ma résidence	1,0%
Je n'ai pas du temps	3,1%
Causes religieuses	4,1%
Total	100,0%

Source : élaboré par l'auteure

85.2% des femmes enquêtées utilisent le paiement en espèce contre 14.8% qui utilisent le paiement en ligne ceci s'explique par la baisse des taux de maîtrise du numérique chez les femmes.

Tableau 11 : Répartition des répondants selon les moyens de paiement utilisés

	N	Pourcentage
Paiement en ligne	8	14,8%
Paiement en espèce	46	85,2%
Total	54	100,0%

Source : élaboré par l'auteure

3.2.5 Termes financiers et éducation financière

73% des femmes enquêtées ont répondu à l'affirmatif qu'elles ont besoin d'éducation financière ou de renforcement de capacité en termes financiers

Tableau 12 : Répartition des répondants par rapport la connaissance en matière financière

	Pourcentage
Chèque bancaire	18,2%
Guichet automatique (GAB)	16,4%
Transfert d'argents	15,5%
Compte courant	11,6%
Compte d'épargne	14,1%
Microcrédit	10,8%
Mourabaha	7,3%
Bon du Trésor	4,0%
DAT (dépôt à terme)	2,0%
Total	100,0%

Source : élaboré par l'auteure

Le tableau n°13 montre que 73% des femmes ont répondu à l'affirmatif qu'elles ont besoin d'éducation financière ou de renforcement de capacité en termes financiers contre 27% qui n'ont pas besoin d'éducation financière.

Tableau 13 : Répartition des répondants selon le besoin d'éducation financière

	Fréquence	Pourcentage
Non	38	27,0
Oui	103	73,0
Total	141	100,0

Source : élaboré par l'auteure

4. Résultat et discussion

- Le profil des femmes enquêtées : il s'agit des femmes jeunes 37.6% appartiennent à la tranche d'âge 25-35 ans dont 80,9% ont un niveau d'étude universitaire. Le un tiers des enquêtées sont des fonctionnaires et reçoivent un revenu de moins de 3000 dh.

- Accès et usage des services financiers : 77,3 % des femmes enquêtées ont un compte bancaire ceci montre la relation positive entre le niveau de scolarité et l'accès aux services financiers ce qui confirme l'hypothèse 1 les femmes instruites ont plus accès au financement ce qui conforme aux résultats des études empiriques déjà citées Clamara et al., (2014) Ziadi (2013) et Lwodi et Muriu (2017). Tandis que la moitié de nos enquêtées ne disposant pas d'un compte bancaire ont pour raison « le manque de provision », l'autre moitié se partagent entre 23,5% pour des raisons religieuses, 17,6% pour les procédures de la banque et 8,8% pour le manque de confiance. Au niveau de la détention d'un crédit bancaire, on constate que 40,4% des enquêtées ont déjà détenu un crédit bancaire contre 36,9% qui n'ont pas bénéficié d'un crédit bancaire. Les raisons de l'aversion pour la détention du crédit sont : la moitié des femmes expliquent qu'elles n'ont pas besoin de crédit alors que 17.5% montrent qu'elles

n'ont pas de garanties et 15.5% dévoilent que les frais bancaires sont très élevés et 4% des causes religieuses ce qui confirme l'hypothèse 2 les femmes rencontrent des difficultés pour l'accès au financement. Chose qui est prouvée par les résultats des travaux de Demirguc-Kunt et al., (2013), Terpstra et Verbeet (2014), Avom et Bobo (2014), Baza & Sambasiva (2017)

Sur l'ensemble des femmes interrogées seules 39% soit les 3/5 des femmes sont moyennant satisfaites des services proposés par les institutions financières.

- Éducation financière : À la question de savoir si nos répondants reconnaissent quelques termes financiers, 18.2% affirment connaître le chèque bancaire, 16.4% le Guichet automatique, 15.5% le transfert d'argent, 14.1% le compte d'épargne, 11.6% le compte courant, 10.8% le microcrédit, 7.3% Mourabaha, 4% les Bons du Trésor, 2% les dépôts à terme. D'après les réponses recueillis le niveau de connaissance financière relativement faible l'inclusion financière et donc elles nécessitent une éducation financière chose qui est approuvée par 73% des femmes ont répondu à l'affirmatif qu'elles ont besoin d'éducation financière ou de renforcement de capacité en termes financiers contre 27% qui n'ont pas besoin d'éducation financière. Ce qui confirme l'hypothèse 3 la plupart des femmes interrogées nécessitent une éducation financière ce qui est affirmé par Vikas et Bhawna (2017)

Pour renforcer l'inclusion financière des femmes, il faut donc concevoir des services et des produits financiers qui satisfassent les besoins de toutes les couches sociales ce qui est considéré comme l'un des piliers les plus importants pour concrétiser l'inclusion financière FINANCIAL ACCESS, (2012). Il faut adopter une approche différenciée à l'égard des femmes, car c'est l'une des catégories sociales les plus défavorisées Pinos, (2015) (faibles montants, irrégularité des revenus, isolation géographique, faible éducation financière, etc.). En effet, les prestataires de services financiers sont moins enclins à s'adresser à une clientèle féminine parce que leurs marges sont moins importantes sur ce segment de population et que celui-ci requiert des investissements plus élevés au départ. Il est en effet plus difficile de réduire les coûts de transaction pour les petits comptes. En outre, les femmes préfèrent souvent les produits informels, en particulier en ce qui concerne l'épargne 21% de la population fait appel à des solutions d'épargne, mais plus de 2/3 de cette population utilisent des solutions informelles (tontine, famille...).

Les banques doivent donc investir davantage pour familiariser les femmes aux produits formels à travers l'éducation financière². L'éducation financière a pour objectif primordial d'instaurer un enseignement financier sur produits et des services offerts par les institutions financières et bancaires afin de sensibiliser toutes les catégories sociales de la société ce qui les aide à prendre des décisions financières (épargne, emprunt, investissement...) avec moins de risques.

Il faut renforcer l'attractivité de certains produits financiers auprès des femmes entrepreneures à travers la conception et le développement de produits et services adaptés aux secteurs où elles sont les plus actives par exemple par des solutions bancaires personnalisées ;

Tirer profit du Mobile Banking : Le MB est l'un des outils alternatifs de financement qui s'est le plus développé, notamment en Afrique. La diffusion des mobiles rend possible une offre de services bancaires sans compte bancaire, il réduit les contraintes géographiques et les coûts de transaction ce qui permet d'accroître la diffusion d'un modèle de banque à distance sans assumer des coûts de distribution rédhibitoires pour une diffusion massive. Au Kenya par exemple, 1/5 des habitants possèdent un téléphone portable et 68% des adultes l'utilisent pour payer leurs factures ou gérer leurs transferts d'argent.

² Fondation marocaine pour l'éducation financière, plan stratégique 2019-2023

5. Conclusion :

L'inclusion financière a suscité beaucoup de l'intérêt de la part des autorités publiques qui désirent réaliser la prospérité économique et sociale des populations et réduire les taux de pauvreté qui culmine parmi les couches sociales les plus défavorisées principalement les jeunes et les femmes. Elle est devenue un facteur important d'efficacité économique et d'équité sociale, l'inclusion financière des femmes est devenue une priorité d'une importance cruciale pour tous les pays et les institutions internationales, car elle aide à l'amélioration du bien-être des femmes et de leur autonomisation, permet la bonne gestion de leurs revenus et de leur épargne.

Au Maroc, Bank Al Maghrib à travers l'adoption d'une stratégie nationale d'inclusion financière, ambitionne d'améliorer l'accès au financement à tous les segments de la société principalement les couches sociales défavorisées, en s'alignant sur le niveau perçu des pays similaires qui ont connu une évolution significative de leurs indicateurs d'inclusion financière. Cette Stratégie se fixe plusieurs objectifs, dont la réduction de l'écart hommes-femmes en termes d'accès, au compte, à 41% en 2023 et 16% en 2030, contre 59% actuellement. La stratégie vise également à développer le champ de la microfinance afin de renforcer son rôle dans l'inclusion financière des catégories sociales défavorisées et exclues du réseau formel.

Notre étude empirique a dévoilé que 77,3 % des femmes enquêtées ont un compte bancaire ceci montre la relation positive entre le niveau de scolarité et l'accès au financement, la moitié des femmes enquêtées ne disposent pas d'un compte bancaire pour plusieurs raisons : le manque de provision, des raisons religieuses, les procédures de la banque et le manque de confiance ; au niveau de la détention du crédit, 60% de femmes ont une certaine aversion pour le crédit et enfin au niveau de la connaissance des termes financiers les données recueillies montrent clairement que les femmes nécessitent une éducation financière renforcée, à travers la vulgarisation des services et produits financiers, la simplification des conditions d'accès aux services et produits financiers et l'utilisation du Mobile Banking qui facilitera l'accès à distance aux services et produits financiers.

L'inclusion financière ne se limite pas seulement à l'accès aux services et produits financiers, mais aussi à leur usage dans le quotidien des ménages et des entreprises et les aide à prendre des décisions financières (d'épargne, de financement de projet et de gestion des économies). Un secteur financier inclusif est essentiel pour réduire la vulnérabilité des ménages à faibles revenus et pour encourager l'essor des petites et moyennes entreprises à travers une meilleure répartition de capitaux. Ces deux dynamiques permettent de promouvoir la croissance économique en contribuant à réduire le chômage, considéré comme un défi de taille pour le Maroc.

Références :

- (1) AFI (2020) « leçons sur l'amélioration de l'inclusion financière des femmes à l'aide des services financiers numériques (SFN) »
- (2) AFI, (2013). Mesurer l'Inclusion Financière Ensemble des Indicateurs de Base d'Inclusion Financière.
- (3) Avom D. et Bobbo A. (2014) Réglementation bancaire et exclusion financière dans la CEMAC, *Les Cahiers de l'Association Tiers-Monde*, 29, 127-136.,
- (4) BAM (2017). Rapport annuel sur les infrastructures des marchés financiers et les moyens de paiement, leur surveillance et les initiatives d'inclusion financière.
- (5) BAM et FMA,(2016) Éducation financière dans le monde arabe : Stratégies, mise en œuvre, et impacts conférence du 20 au 21 octobre, 2016 Skhirat-Rabat, au Maroc.

- (6) BAM, (2019). Rapport annuel sur les infrastructures des marchés financiers et les moyens de paiement, leur surveillance et l'inclusion financière.
- (7) BAM, (2019). Stratégie nationale d'inclusion financière(SNIF) N°1.
- (8) BAM, (2019). Stratégie nationale d'inclusion financière.
- (9) BANQUE AFRICAINE DE DEVELOPPEMENT, 2011, Programme d'Appui au Développement du Secteur Financier. Royaume du Maroc.
- (10) Baza A. and Sambasiva K. (2017) Financial Inclusion in Ethiopia, *International Journal of Economics and Finance*; vol. 9, n°4.
- (11) Beck, T., Demirguc-Kunt, A., and Levine, R. (2004). Finance, Inequality and Poverty Alleviation: Cross-Country Evidence, World Bank Policy Research Working Paper.
- (12) Beck.T, and De la Torre.A, (2006). The Basic Analytics of Access to Financial Services. World Bank Policy Research Working Paper
- (13) Claessens, Tijn (2006). «Access to Financial Services: A Review of the Issues and Public Policy Objectives», *the World Bank Research Observer*, vol. 21, no 2
- (14) Coulomb. E, (2019) « Inclusion financière : Un enjeu pour le secteur bancaire français » Revue Banque mai N° 832
- (15) Cull. R, Ehrbeck. T et Holle. N (2014). Inclusion financière et développement : de nouvelles évaluations d'impacts. OCGA
- (16) Demirgüç-Kunt, Asli, Thorsten Beck et Patrick Honohan. (2008). Finances pour tous? Politiques et pièges de l'extension de l'accès. Washington, DC : Banque mondiale.
- (17) DEPF Etudes, (2018), La question des inégalités sociales : Clés de compréhension, enjeux et réponses de politiques publiques
- (18) EMNES, (2018). Financial development and inclusion in Egypt, Jordan, Morocco and Tunisia.
- (19) FINANCIAL ACCESS, (2012). Vers un état des lieux plus précis.
- (20) FMI, (2019). L'inclusion financière des petites et moyennes entreprises au Moyen-Orient et en Asie centrale.
- (21) Fondation marocaine pour l'éducation financière, plan stratégique 2019-2023
- (22) Gloukoviezoff. G, (2004). De la bancarisation de masse à l'exclusion bancaire puis sociale. La Documentation française
- (23) Gloukoviezoff.G, (2009). L'exclusion bancaire : de quoi parle-t-on ? Une perspective française, *Vie & sciences de l'entreprise* 2 N° 182
- (24) Gueneau C., (2000), Les besoins de personnes fragiles en matière de service bancaire, *Revue d'économie financière*, no 58
- (25) Honohan, Patrick (2004). *Financial Development, Growth and Poverty : How Close Are the Links?*, document de travail no 3203, Washington, DC, Banque Mondiale, 31 p.
- (26) Kempson, Elaine, Claire Whyley, John Caskey et Sharon Collard (2000). *In our Out? Financial bexclusion: a literature and research review*, Consumer research 3, FSA (Financial Services Authority).
- (27) Pinos.F, (2015). Inclusion financière et populations précarisées : effets des business model des services financiers en France. thèse de doctorat
- (28) Swamy.V (2010) Bank-based financial intermediation for financial inclusion and inclusive growth, *Banks and Bank Systems*, Volume 5, Issue 4
- (29) Tasque.S, (2011). La lutte contre l'exclusion bancaire des particuliers. Une perspective franco-américaine, *La Revue de l'Ires* n° 70
- (30) World Bank Group, (2014) .inclusion financière, croissance et réduction de la pauvreté.

- (31) World Bank Group, (2014). Objectifs de l'Inclusion financière et le rôle de la microfinance dans son développement, Atelier de Travail sur la Régulation et la Supervision du Secteur de la Microfinance au Maroc Rabat, 2-3 décembre 2014
- (32) Ziadi L. (2013) l'inclusion financière autour de la méditerranée. Maghreb-Machrek, Vol. 3, n° 217, pp. 31- 62.